

Sécurisation des capitaux ou sécurité humaine dans les Balkans ?

Patrick Simon

Mouvement de la Paix (France) et Institut de Documentation et Recherches sur la Paix (IDRP)
Juillet 2003

L'assassinat du Premier ministre serbe, Zoran Djindjic en mars 2003 a remis quelques pendules à l'heure quant aux risques de tension en Europe du sud-est. Les cadavres exqu岸 (procureurs, hauts responsables de la police, hommes politiques), se succèdent les uns après les autres dans les Balkans depuis une dizaine d'années. La coopération avec le Tribunal Pénal International et plus récemment la lutte contre le crime organisé, conduit les pouvoirs de plus en plus à s'opposer aux mêmes intérêts, parfois aux mêmes personnes et ainsi à menacer une impunité que beaucoup estimaient acquise. Dans toute la région, des groupes issus des structures militaires et paramilitaires ayant participé aux conflits yougoslaves, sont (re)devenus des acteurs majeurs des trafics et de la criminalité organisée. La convergence d'intérêts entre d'anciens criminels de guerres, des acteurs du crime organisé et des hommes politiques, ainsi que les liens qui se sont développés depuis des années entre ces différents groupes existent aussi en Macédoine, au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. De plus, certains foyers de tensions ne sont pas complètement éteints et il est sûr que les intérêts criminels dans la région et leur imbrication dans des structures militarisées constituent une menace persistante pour la stabilité des Balkans et un handicap pour le développement de la région.

La justice est nécessaire mais aussi la démocratie. La mise à l'écart de la société civile est un problème, même si une nouvelle conscience est en train d'émerger pour la construction de nouveaux repères. Même si des réseaux se constituent peu à peu entre les ONG locales avec le but de travailler à la réconciliation qui nécessite la poursuite de tous les criminels de guerre.

Depuis les accords de Dayton pour la Bosnie-Herzégovine, depuis les accords de Kumanovo pour le Kosovo, l'avenir dans les Balkans se joue autour des questions de sécurité. Mais de quelle sécurité s'agit-il ?

Est-ce pour l'avenir des jeunes qui naissent en Europe du sud-est ?

Dans les rues de Tuzla, de Sarajevo, les soirs, combien de jeunes déambulent, l'air fatigué de ne pas avoir trouvé de travail... D'après les statistiques de l'UNICEF, 70 % des jeunes des Balkans n'ont qu'un désir : quitter leur pays et aller vers l'Occident, à la recherche de la lumière, au bout de l'interminable tunnel de la conflictuelle transition balkanique. Les enfants représentent le plus grand pourcentage parmi les pauvres et les marginalisés, tout d'abord en raison de l'ignorance générale des droits des enfants. "Le défi dans cette lutte contre la marginalité des enfants est un problème qui, s'il n'est pas résolu, peut représenter un handicap pour l'avenir de la société. On ne peut imaginer le développement économique du pays si l'on ne tient pas compte de la jeune génération, de ses besoins, de ses droits et de ses devoirs", affirme l'UNICEF.

Bien que tous les pays de la région aient signé et ratifié la Convention sur les droits des enfants, il est rare que l'un d'entre eux ait une approche cohérente et efficace de ce problème, une législation adaptée ou une politique concrète dans ce domaine. On sait très bien qu'aucun pays en transition n'est en mesure d'investir suffisamment dans la protection sociale, la santé et l'éducation... Les victimes des nationalismes est un problème aujourd'hui qui concerne pour beaucoup les enfants rroms. On estime que leur nombre varie entre 3 et 12 millions dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Est-ce pour favoriser le retour des réfugiés ?

D'après les données de l'ONU, le nombre de réfugiés et de personnes déplacées sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie était de quatre millions en 1994. Au janvier 2001, ils étaient encore au nombre de 470.000 pour la Bosnie-Herzégovine, de 319.700 pour la Croatie...

La Serbie Monténégro est le second plus important pays d'origine des demandeurs d'asile avec 33 100 demandes pour les statistiques de 2002 de l'UNHCR.

Par ailleurs, en mars 2003, ce même organisme dénombre que huit personnes ont été tuées et une blessée dans une succession d'incidents impliquant des personnes qui retournaient vers leurs maisons d'avant la guerre en Bosnie Herzégovine. Cette série d'incidents, décrits par les délégués du HCR comme les plus graves depuis des années, a commencé le 1er mars quand un vieil homme bosniaque a été tué et un autre blessé par un mécanisme piégé alors que les deux hommes étaient en train d'essayer de réparer leur maison située dans la partie de Mostar Ouest, contrôlée par les Croates. Le même jour, un Serbe de retour dans son village en dehors de Mostar a été blessé par un mécanisme piégé, caché sous un sac de grains. Le 10 mars, une famille entière de 5 personnes a été tuée par une mine dans un champ près de leur maison dans le nord de la Bosnie, dans l'un des pires incidents de cette nature depuis la fin de la guerre en 1995. Deux jours plus tard, deux frères âgés de sept et trois ans ont été tués alors qu'ils jouaient avec une grenade à main qu'ils avaient trouvée dans une grange.

Alors que des criminels sont clairement impliqués dans les incidents de mécanismes piégés, les morts suite à l'explosion de la mine sont dus à un engin probablement posé pendant la guerre. Même s'ils sont différents de nature, ces incidents illustrent les dangers qu'ont encore à affronter les personnes retournant vers leurs maisons de Bosnie-Herzégovine. Depuis les Accords de Paix de Dayton qui ont mis fin à la guerre en Bosnie à l'automne 1995, près d'un million de personnes sont rentrées chez elles, et près de la moitié d'entre elles avaient été déracinées par le conflit de trois ans. Plus de 390 000 d'entre eux sont rentrés dans des zones contrôlées par leurs anciens ennemis. Et ce malgré une contribution initiale de 2 120 000 euros au projet de 14 mois qui sera allouée à la reconstruction de logements et à l'amélioration de la gestion du programme des personnes de retour au pays au niveau national.

Par ailleurs, une estimation conjointe effectuée par l'OSCE et le HCR montre que les minorités ethniques du Kosovo continuent d'affronter des problèmes de sécurité et un manque d'accès aux services élémentaires. Le rapport explique que, malgré les progrès, les minorités ethniques du Kosovo ont, dans de nombreuses zones, un accès restreint aux services d'éducation et de santé. L'étude explique également que les minorités ethniques, essentiellement des Serbes et des Roms, ont de grandes difficultés à trouver un emploi. Le rapport dit que l'une des inquiétudes essentielles est le manque de liberté de déplacement pour les minorités, qui affecte leur capacité à vivre normalement.

L'estimation explique qu'après trois élections sous la surveillance internationale, par lesquelles les résidents du Kosovo ont choisi leurs propres dirigeants municipaux et centraux, un traitement juste et équitable des minorités reste problématique dans de nombreuses zones.

Le rapport – la dixième estimation de ce type en 4 ans – explique que les améliorations de la situation générale des minorités ethniques du Kosovo n'ont pas été assez importantes pour permettre un retour de grande échelle dans la province des minorités serbes et Roms.

Environ 200 000 personnes ont fui le Kosovo en 1999, quand les forces serbes se sont retirées de la province. Seul un petit nombre est retourné lentement vers le Kosovo où les Albanais représentent une écrasante majorité.

Est-ce d'un point de vue économique ?

Les tenants de l'ultra-libéralisme ont des intérêts qui ne correspondent pas forcément avec ceux des populations.

D'un côté, l'achèvement en novembre 2001 d'un oléoduc reliant le gisement pétrolier de Tenguz, au Kazakhstan, au port russe de Novorossisk, sur la Mer Noire, encourage la réalisation d'un projet d'oléoduc de la Bulgarie à l'Albanie via la Macédoine, portée par la société américaine AMBO chargée de ce projet. Quatre ans seront nécessaires pour la construction de cet oléoduc qui reliera le port bulgare de Bourgas, sur la Mer Noire au port albanais de Vlorë, sur l'Adriatique. Sa longueur sera de 890 km, sa valeur est estimée à 1,13 milliards de dollars et sa capacité à 750 000 barils de pétrole par jour, soit 39 millions de tonnes par an. La Bulgarie est prête à réaliser ce projet aussi bien qu'un autre pour un oléoduc de Bourgas au port grec d'Alexandroupolis, sur la Mer Egée. Ce second projet d'une valeur de 700 millions de dollars prévoit la construction d'un oléoduc d'une longueur de 320 km et d'une capacité annuelle de 40 millions de tonnes...

Au cœur de l'Europe élargie, l'Autriche est un des pays des Quinze qui a le plus profité de l'ouverture des pays de l'Est en développant ses exportations et ses investissements dans sa zone d'influence traditionnelle. Voisine de Slovénie, Hongrie, République tchèque et Slovaquie, elle cherche aujourd'hui à profiter de la croissance des économies en transition, deux fois plus élevée qu'en Europe de l'Ouest, renouant avec son influence traditionnelle sur des régions qui furent partie de l'Empire austro-hongrois jusqu'à son éclatement en 1918. L'Autriche est le premier investisseur étranger en Slovénie et Croatie, avec respectivement 45% et 30% des investissements directs.

Mais le processus de privatisation et les lois imposées par la concurrence sont destinées à créer de nouvelles victimes. A l'exemple de la Bosnie Herzégovine, beaucoup d'entreprises sont prises à la gorge. "Il revient au gouvernement d'adapter les mesures nécessaires pour rendre un peu moins difficile la situation des 100 000 travailleurs qui vont rapidement perdre leur travail à cause du processus de privatisation, et à cause de la mise en faillite de nombreuses entreprises bosniaques", a déclaré Radovan Vognjevic, ministre fédéral du Travail et de la politique sociale.

Les travailleurs en « listes d'attente » avant licenciement sont plus de 30 000. En janvier 2003, on comptait 386 397 chômeurs en Fédération croato-bosniaque, soit 43% de la population active. Beaucoup d'entreprises ne réussissent pas à respecter les nouvelles conditions du marché et, de son côté, en Bosnie-Herzégovine le gouvernement ne peut plus fermer l'œil, et leur permettre de ne pas payer les contributions sociales, les taxes, l'assurance maladie pour leurs employés ou les fonds de pension. L'existence d'entreprises de ce type fausse les statistiques et masque le nombre réel des chômeurs effectifs. De leur côté, les retraités font aussi entendre de

nouveau leur voix. "Notre niveau de vie est sans cesse plus bas. Plus de 70% des retraités vivent sous le seuil de pauvreté, avec des retraites inférieures à 100 euros. La retraite moyenne ne correspond qu'à 38% du salaire moyen. Le taux de mortalité chez les personnes âgées augmente en raison de la malnutrition et de la pauvreté", rappelle Jozo Ljiljanic, président de l'Union des retraités. "Chaque année, 11000 retraités meurent dans la Fédération", estime le journal Dnevni Avaz.

La Croatie a contracté une dette de 13,6 milliards de dollars, soit 58% de son PIB. La marche forcée vers l'économie libérale freine le retour des réfugiés et déplacés, ajoute à l'insécurité économique et humaine.

Est-ce d'un point de vue de sécurité ?

Et en marge de cela, des conflits perdurent entre les communautés comme cette violente bagarre qui a opposé des lycéens croates et serbes à Borovo Selo, près de Vukovar. Quant aux Roms, ils font partie des victimes oubliées de la guerre de Bosnie. Victimes de discriminations de tous ordres, ils sont considérés comme des citoyens de seconde zone. Alexandra Raykova, une militante rom de Bulgarie qui a visité la région de Tuzla pour le compte de l'OSCE, du Conseil de l'Europe et du Bureau pour les Institutions démocratiques et les droits de la personne a fait un rapport estimant que 60 % des Roms de Bosnie étaient illettrés, 80 % n'avaient aucune qualification professionnelle et 90 % ne bénéficiaient pas de l'assurance maladie.

L'Europe qui s'élargit pose ses conditions. « La sécurité, préalable au développement » disait Javier Solana le 30 juin 2003 à la Conférence annuelle de l'Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union européenne. Mais allons-nous vers la seule sécurité des capitaux ou vers celle principale de la sécurité humaine ?

Après la chute de Slobodan Milosevic, le 5 octobre 2000, survenant moins d'un an après la victoire de l'opposition croate, beaucoup croyaient à une rapide « normalisation » des Balkans. Tournant le dos aux logiques nationalistes de la dernière décennie, les peuples de la région allaient désormais consacrer toutes leurs énergies à l'amélioration des situations économiques, certes bien peu satisfaisantes, qu'ils connaissent, et s'engager dans la voie d'une fructueuse coopération avec la communauté internationale et, notamment, avec l'Union européenne.

Mais les choses ne sont pas si simples. Deux foyers de tension cristallisent aujourd'hui toutes les menaces : la vallée de Presevo, cette petite zone majoritairement albanaise du sud de la Serbie, la situation au Kosovo, les tensions en Macédoine, mais aussi les tragiques attentats comme celui contre le Premier ministre serbe, ont rappelé, s'il en était besoin, qu'existent de puissants courants qui veulent toujours réaliser, par la violence, des territoires ethniquement purs et que par ailleurs s'installent de dangereux mouvements maffieux.

Ainsi, garantir les droits de tous les peuples du Kosovo, sortir par la négociation du bourbier de Presevo sont pourtant des impératifs majeurs de sécurité. Or début juillet 2003, selon un rapport publié par l'ONU, ce sont jusqu'à 460.000 armes toujours entre les mains des habitants du Kosovo, malgré la présence depuis quatre ans d'une force internationale de maintien de paix dans cette province des Balkans. Dans ce document de 70 pages, le Programme de développement des Nations Unis (PNUD) et l'organisation Small Arms Survey basée à Genève estiment que l'accès généralisé aux armes légères et leur mauvaise utilisation constituent "un défi central" dans la diminution de l'insécurité au Kosovo. "La possession illégale de petites armes constitue un énorme obstacle à l'établissement réel de la sécurité et du règne de la loi au Kosovo", a déclaré Robert Piper, le directeur local du PNUD. Selon le rapport, entre 330.000 et

460.000 armes illégales sont toujours détenues par les deux millions d'habitants du Kosovo, ce qui tend à démontrer que la majorité sont aux mains de civils. La plupart seraient issues du conflit de 1998-99 car peu de nouvelles armes sont aujourd'hui achetées et vendues illégalement au Kosovo.

Quant au poids des maffias, il n'y a qu'à lire l'analyse d'un livre récent du publiciste allemand Norbert Mappes-Niediek sur les mafias balkaniques. Selon lui, depuis longtemps, les tentacules de la mafia balkanique s'étendent dans toute l'Europe. « Les gangs des Balkans contrôlent le trafic d'héroïne en Allemagne du sud et en Suisse, en Autriche, en Slovaquie et Tchéquie » écrit Norbert Mappes-Niediek, « et les centres de ces cercles de la drogue sont également présents dans les Pouilles et à Bruxelles, à Luttich, Anvers et Amsterdam, en Catalogne et sur la Costa del Sol, à Malmö et à Göteborg, ainsi qu'en Angleterre méridionale. Leur patrie leur sert de base et de centre pour préparer leurs affaires et blanchir l'argent sale ». Les enquêteurs rencontrent souvent des « zones grises », c'est-à-dire des régions sans loi, où aucun État n'a plus d'autorité

Tous les chefs balkaniques qui, au début des années 1990, avaient promis la libération » à leur peuple sont aujourd'hui soupçonnés de corruption, d'enrichissement, voire d'être « en liaison avec le crime organisé », écrit l'auteur. C'est en vain que les enquêteurs serbes tentent de « découvrir les comptes et les réserves en or que la famille Milosevic a mis de côté à Chypre et probablement en Suisse ». De même, on n'a toujours pas découvert les énormes richesses de Radovan Karadzic et de Momcilo Krajisnik, qui contrôlaient toutes les importations en Republika Srpska (RS) durant la guerre, par l'intermédiaire des sociétés Selekt-Impeks et Centreks. Dans ce livre, sont évoquées aussi d'autres familles, telles que celle de Franjo Tudjman, « qui est mort soupçonné d'avoir couvert les affaires obscures de sa femme, de ses filles, de ses fils et avant tout de son petit-fils Dejan Kosutica ». Le livre fait également part des liaisons de Tudjman et de Suska avec des personnes telles que Tuta et Stela en Herzégovine.

L'auteur remarque des points communs dans les espaces et les mécanismes du pouvoir, où la principale caractéristique est « l'émergence d'un mélange de puissance nationale et privée, de politique et de crimes, par le biais de décisions réfléchies ». La meilleure illustration de la « nationalisation du crime et des criminels » est fournie par le régime de Milosevic, qui a été le premier dans le genre, mais le modèle, dans une mesure plus ou moins grande, concerne tous les pays.

En bref, affirme l'auteur, environ la moitié du marché de l'héroïne au sud de l'Allemagne et en Suisse, et dans de nombreux autres pays, dont la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie, est déjà entre les mains des Albanais. À ceci, il convient d'ajouter le trafic humain et la prostitution. Environ 120 000 personnes passent chaque année illégalement par les Balkans vers Europe occidentale, faisant tourner des centaines de millions d'euros.

Et la sécurité pour qui ?

La Bosnie-Herzégovine a signé avec les Etats-Unis le 16 mai 2003 un accord qui protégera les Américains sur le sol bosniaque de toute poursuite de la Cour pénale internationale (CPI), rejoignant une trentaine d'autres pays soumis aux mêmes pressions¹. Il s'agit d'empêcher d'extrader des soldats américains ou tout autre Américain accusé de génocide, de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre. Et à contrario, les USA menacent de retirer leur aide militaire

¹ En présence du secrétaire adjoint à la Défense Paul Wolfowitz qui représentait les USA.

à 35 pays qui soutiennent la CPI, dont la Bulgarie, la Croatie, la Serbie-Monténégro, la Slovénie...

Quels sont les projets de l'Europe en cette année 2003 ?

C'est aujourd'hui l'existence d'Etats dont les fondements ne sont pas assurés qui sont en jeu. Et plus encore la sécurité humaine qui est loin d'être assurée !

C'est notamment le cas de la Serbie-Monténégro, dont les assises sont chancelantes et les frontières incertaines, et de la Bosnie-Herzégovine, délibérément divisée et affublée d'institutions auxquelles ne résisterait pas le pays le mieux constitué. Les accords de Dayton, toujours en vigueur, installent une précarité et une instabilité générale qui empêche la naissance de la dynamique politique nécessaire à tout redressement. C'est le statut de mise sous tutelle du Kosovo... C'est pourtant ce statu quo qu'a choisi de défendre le Conseil européen.

Pourtant, l'Union européenne a proposé à Thessalonique en juin 2003 une nouvelle forme de coopération et de soutien pour les pays balkaniques, afin de remplir les critères d'adhésion européens de 1993, sous la forme d'un « développement du partenariat pour l'intégration européenne ». Les dix pays qui doivent entrer dans l'UE en mai 2004 : les trois candidats officiels (Bulgarie, Roumanie et Turquie) et les cinq pays des Balkans: l'Albanie, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Serbie-Monténégro.

C'est Chris Patten, le commissaire européen chargé des relations internationales qui le souligne : «Il n'est pas question d'altruisme. Les impératifs moraux mis à part, il est surtout dans l'intérêt de l'Europe de diffuser la stabilité et la sécurité. Si nous tentions d'exclure des peuples qui sont historiquement européens, non seulement nous risquerions de créer un nouveau rideau de fer, mais nous subirions une pression énorme en matière d'immigration clandestine, de criminalité organisée et de trafics en tous genres ».

"Notre message pour ces pays est clair, leur destin est l'appartenance à l'Union européenne mais bien sûr ils devront faire des efforts", a dit le commissaire européen aux Relations extérieures Chris Patten. "Cela dépend entièrement d'eux... L'appartenance à l'UE doit être méritée", a-t-il ajouté. « Un Kosovo multinational et démocratique aura également sa place en Europe » figure aussi dans l'agenda du Sommet de Thessalonique pour les Balkans de l'Ouest.

Pour les encourager à s'engager plus fermement sur la voie de la réforme, l'UE a décidé de mobiliser à leur intention plus de 200 millions d'euros supplémentaires entre 2004 et 2006, qui s'ajoutent à une enveloppe de 4,6 milliards d'euros prévus pour la période 2000/2006.

Chaque pays devra établir son propre plan et ses progrès seront mesurés en fonction des objectifs atteints. L'agenda de Thessalonique prévoit aussi une « collaboration politique renforcée » dans la sécurité et la politique extérieures sous la forme d'un nouveau Forum de l'UE et des Balkans de l'Ouest, alors qu'un mécanisme pour élargir la politique de l'UE dans ces domaines sera mis sur pied. Les conseillers des pays membres aideront à créer des institutions à travers le TAIEX (Technical Assistance Information Exchange Office).

Est prévu également un soutien à l'exportation pour les pays balkaniques ainsi que la création de nouveaux programmes dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la recherche, de l'énergie, de l'environnement et de la société civile. L'UE a ainsi accordé un supplément de 210 M€ pour la période de 2004 à 2006, ainsi que « des frais de voyage » pour un

ajustement plus rapide aux critères, le tout en plus des 4,6 milliards d'euros attribués pour 2000-2006 dans le cadre du programme CARDS. L'aide attribuée par les pays de l'UE aux pays des Balkans de l'ouest depuis 1991 s'élève à sept milliards d'euros. Les mécanismes d'aide précédents ont été remplacés depuis 2000 par le programme CARDS (Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilisation).

Mais au départ on peut déjà constater l'insuffisance des moyens financiers consentis par l'Union européenne. Les 200 millions d'euros sur trois ans ajoutés aux 4,6 milliards déjà prévus pour le programme de stabilisation et de développement ne sont pas à l'échelle des besoins d'une région ravagée par les destructions d'une guerre que l'Union européenne n'a pas su empêcher puis arrêter. Ensuite, on peut constater que la société civile est laissée à l'écart des véritables réformes.

Alors, à quand la sécurité humaine ?

Enjeux d'une culture de la paix et sécurité sociétale

L'insécurité économique et sociétale, l'insécurité humaine ne pourront perdurer sans de nouveaux conflits plus ou moins graves. Ce n'est pas la mise en place d'un vaste protectorat international et l'intégration dans l'OTAN ou l'UE qui changera les choses. Mais le développement d'une culture de la paix pour une autre conception du développement. C'est conjuguer ensemble paix, développement, justice et démocratie. Des associations en Europe du sud-est vont dans cette voie. C'est avoir une vision positive de la résolution des conflits domestiques à la résolution de conflits plus vastes. Mais ils ont besoin d'une solidarité internationale sur les questions de la vie.

Les associations de la société civile qui œuvrent en ce sens développent des actions qui ont valeur d'exemple dans le reste de l'Europe :

- Promotion des droits humains en général et des droits des femmes en particulier (lutte contre les violences domestiques ; lutte en faveur de l'émancipation des femmes et de leur participation à la vie publique) ;
- Développement des solidarités locales (dont un travail de soutien scolaire à destination des populations minoritaires, tels que les Roms) ;
- Promotion de la tolérance et travail visant à aider les gens à retrouver la confiance en soi.

Toutes ces questions sont relatives à la culture de la paix et se conjuguent entre elles. Voici l'action de quelques-unes qui se déroulent en Europe du sud-est :

L'approche de l'association CNA qui agit tant à Sarajevo qu'à Belgrade pour la construction d'une paix durable s'effectue sous la forme d'une série de formations. Elles portent sur différentes thématiques autour des formes de violences. C'est la démultiplication des initiatives en faveur d'une culture de la paix et la création d'un réseau fort qui s'adresse aux étudiants, militants des droits humains, enseignants, éducateurs et des jeunes. Dans ce cadre de formations, CNA travaille sur quatre groupes de problématique, à savoir : formes d'expression, techniques permettant la résolution des problèmes, travail en groupes et approche de situations concrètes. Ce travail vise une transformation concrète des attitudes dans la vie quotidienne

De son côté, le Cercle de Belgrade fait la promotion d'une société civile libre, ouverte, pluraliste, démocratique et raisonnable. Il fait aussi la promotion d'une culture générale de paix, de dialogue et de coopération, aussi bien que de la tolérance politique, religieuse, nationale et d'autres différences. Le Cercle de Belgrade promeut la création des bases institutionnelles pour la protection de tous les droits humains et différences, libertés civiques et des droits des autres.

C'est avec ce type d'ONG que le Mouvement de la Paix travaille le plus régulièrement possible.